

Entrevue de l'Initiative pour un devoir de vigilance avec le Ministre Jean Asselborn

Luxembourg, le 8 juin 2018. Dans le cadre de l'élaboration du premier Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains du Luxembourg, des représentants de [l'Initiative pour un devoir de vigilance](#) ont rencontré le Ministre Jean Asselborn dont le Ministère est en charge du processus.

Lors de cette entrevue, l'Initiative a présenté sa proposition d'adopter une loi sur le devoir de vigilance qui instaurerait une obligation pour les entreprises transnationales domiciliées au Luxembourg d'évaluer les risques liés à leurs activités en matière de droits humains et d'environnement tout au long de la chaîne de valeur. Le cas échéant, elles devraient prendre les mesures appropriées pour y remédier. Enfin, elles devraient rendre compte publiquement de leur évaluation et des mesures adoptées. L'Initiative a souligné le caractère préventif de cette proposition : elle permettrait d'éviter que des violations des droits humains et des dommages à l'environnement se produisent.

De son côté, le Ministre Asselborn a insisté sur l'importance d'adopter le Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains afin de pouvoir se conformer aux engagements pris auprès des Nations Unies.¹ Compte tenu du calendrier politique, une initiative législative ne sera plus possible dans le cadre de l'actuelle période de législation et la décision sera du ressort du prochain gouvernement, a déclaré le Ministre Asselborn.

Contacts :

Jean-Louis Zeien, jean-louis.zeien@education.lu

Dietmar Mirkes, dietmar.mirkes@astm.lu



¹ Le Plan d'action national mettra en œuvre les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains des Nations Unies :

http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf